

RESOLUTION POLITIQUE

ADOPTÉE PAR LE CONSEIL NATIONAL DU PARTI DE GAUCHE DES 9 ET 10 AVRIL 2011

L'histoire s'emballe. C'est la marque des périodes où un ordre en place vacille tandis que le suivant cherche son chemin. Le monde sort groggy des décennies de la grande régression du néo-libéralisme triomphant. Il craque de toutes parts. En quelques semaines, le tissu s'est déchiré en deux points essentiels, avec les révolutions dans le monde arabe et la catastrophe de Fukushima. Ces bouleversements historiques continuent leur course sous nos yeux. Nul ne sait où celle-ci ira. L'histoire s'écrit en majuscules en ce moment même. Les peuples y jouent le premier rôle. Ils cherchent une alternative et sont conduits à reprendre leur destin en main. La domination des oligarchies est devenue plus usée, plus étroite, plus visible, plus intolérable. L'humanité marche sur le bord du toit, entre la catastrophe à laquelle conduit ce système finissant et la révolution citoyenne qui lève pour en sortir.

Révolutions citoyennes contre oligarchies

En quelques mois se sont déclenchées plusieurs révolutions citoyennes dans les pays arabes et des mobilisations sociales d'ampleur extraordinaire dans plusieurs pays d'Europe, France, Portugal, Grèce, Grande-Bretagne, Italie...

Ces mouvements surgissent au même moment en des lieux si différents, du Portugal au Wisconsin, de l'Islande à la Tunisie, car ils sont liés entre eux.

Ils ont un même point de départ : la crise du capitalisme. La transformation de la dette privée accumulée par la finance en dette publique au moment du « sauvetage des banques » à la fin 2008 a produit deux effets. D'abord un nouveau tour de vis social a commencé presque partout sous la forme de plans et mesures d'austérité aggravée. Ensuite la crise économique a pris une forme directement politique puisque la dette publique est devenue le moyen de remplacer la souveraineté des peuples par celle des marchés financiers.

Ils portent les mêmes exigences : le partage des richesses et le respect de la souveraineté du peuple. Celles-ci apparaissent indissociables, égalité sociale et souveraineté politique marchant ensemble.

Ils affrontent les mêmes ennemis : les oligarchies en place, dont la connivence par delà les frontières se révèle.

Bifurcation dans le monde arabe

C'est dans le monde arabe que les peuples se sont exprimés avec le plus de force. Le mouvement parti en Tunisie s'est presque immédiatement élargi à toute une région du monde unifiée par de nombreux points communs : la langue, une population très jeune, un haut niveau d'éducation, l'urbanisation rapide et massive, des inégalités sociales considérables, le grand nombre de pauvres, des cultures politiques dominantes déstabilisées par le néo-libéralisme, des pouvoirs despotiques et corrompus.

La dynamique extraordinaire des révolutions dans le monde arabe s'est manifestée par la rapidité de leur approfondissement et de leur extension. Leur approfondissement s'est exprimé quand, après le « dégage » initial lancé au dictateur, les mouvements populaires victorieux ont demandé le départ du parti au pouvoir puis exigé un changement complet des institutions, comme le permettra l'Assemblée Constituante qui sera élue en juillet prochain en Tunisie. Elle se traduit aussi par la contestation massive des liens qui unissent ces régimes aux puissances impériales. Confronté à des difficultés économiques majeures et à la nécessité de fabriquer des outils politiques nouveaux dans le cours même du combat, ce processus d'approfondissement, de révolution permanente, n'est pas acquis.

Une première extension du mouvement révolutionnaire parti de Tunisie s'est réalisée vers la majorité des pays du Maghreb et du Machrek. La révolution a d'abord été victorieuse en Egypte. Un événement considérable par la vitesse de son déroulement comme par le poids démographique de ce pays de 85 millions d'habitants. Débutée une semaine après les Tunisiens, la révolution égyptienne obtient le départ de Moubarak en seulement 18 jours. Puis la contestation a gagné la zone du Golfe (Yemen, Bahrein, Oman), s'est élargie à tout le Maghreb et touche dorénavant la Syrie.

Prises par surprise, les oligarchies au pouvoir ont d'abord été tétanisées. Leur contre-offensive a commencé sous la forme d'une répression sanglante en Libye. Dans ce 6ème pays arabe à entrer dans la tempête des soulèvements populaires, la violence a atteint le niveau d'une véritable guerre, susceptible de mettre en péril l'ensemble de la dynamique révolutionnaire enclenchée dans le monde arabe. Le pays est immense et sous peuplé, l'Etat est embryonnaire, le pouvoir repose sur un équilibre entre des tribus, il n'existe ni opposition organisée, ni vie politique au sens habituel du terme. C'est dans ce contexte que le pouvoir libyen a décidé de déchaîner la violence contre son peuple après un appel au soulèvement général pacifique lancé le 17 février au lendemain de premières manifestations à Benghazi, puis celles de Tripoli le 20 février contre la vie chère et les privatisations imposées par le FMI. Pendant plusieurs semaines, la contestation semblait condamnée à un écrasement militaire. C'est alors, après de longues discussions diplomatiques que le Conseil de Sécurité de l'ONU, sans veto de l'un de ses membres, a adopté la résolution 1973, qui décidait la protection de la population civile par tous moyens nécessaires, et ouvrait la voie à l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au dessus de la Libye, assortie de frappes aériennes sur des objectifs militaires.

Depuis la mise en place de cette zone d'exclusion aérienne, les insurgés ont échappé à l'écrasement. Ils sont repartis en mouvement et le signal d'une révolution noyée dans le sang n'a pas été donné. Mais l'OTAN a rapidement pris le contrôle des opérations. Le consensus international qui avait permis le vote du Conseil de Sécurité a volé en éclats. La communauté internationale a fait silence sur la répression du mouvement populaire en cours à Bahrein, avec la participation de l'armée saoudienne.

C'est une chose de mettre en place une zone d'exclusion aérienne sous mandat de l'ONU, c'en est une autre de confier à l'OTAN une guerre aux buts d'autant plus inquiétants qu'ils ne sont pas indiqués. En effet, l'OTAN n'est pas un outil d'action militaire neutre et c'est pourquoi nous avons combattu le retour de la France dans son commandement intégré. C'est une alliance politique au service de ses composantes et d'abord de leur chef de file, les Etats-Unis d'Amérique. Son engagement change la nature de la situation dont elle devient partie prenante. Le PG ne soutient d'aucune manière l'entrée en action de l'OTAN. Nous demandons l'arrêt des combats et de l'intervention de l'OTAN, ainsi que l'ouverture d'une médiation internationale.

Ces événements comme ceux de la Côte-d'Ivoire ravagée par une guerre civile où Sarkozy vient d'impliquer l'armée française de manière irresponsable obligent la gauche à préciser sa conception du nouvel ordre international qu'elle aspire à construire. ONU, OMC, FMI, G8, G20... quelles sont les instances légitimes, quelles sont les réformes nécessaires, quelles sont les organisations nouvelles à mettre en place ? Faut-il et peut-on opposer à l'unilatéralisme états-unien la force d'un droit international ? Comment anticiper les conséquences du changement de hiérarchie au sein des puissances capitalises ? Nous proposons la tenue d'une Convention militante sur ces questions car les tumultes ne font que commencer et les désaccords qui se sont exprimés au sein de l'autre gauche dans le monde entier doivent être débattus et, si possible, surmontés.

Montée des tensions en Europe

La situation européenne est marquée par la radicalisation des rapports politiques et sociaux.

L'oligarchie en place vient de lancer une offensive inédite qui s'en prend désormais explicitement aux principes démocratiques les plus élémentaires. Le « semestre européen » récemment adopté contraint chaque gouvernement à soumettre son projet de budget à la Commission européenne avant même son examen par le

parlement national. Le pacte euro-plus fixe aux Etats des objectifs d'austérité sociale hors mandat populaire. Ces décisions constituent un véritable coup d'état social destiné à imposer aux peuples européens les politiques d'austérité qu'ils n'accepteraient jamais de soutenir par leur vote. Il faut noter que ces attaques extrêmement graves se déroulent dans un black-out médiatique et politique presque total.

Le caractère anti-démocratique de la « gouvernance » néolibérale est confirmé et aggravé. En Grèce déjà, le premier ministre Papandreou, avait dessaisi son Parlement en lui demandant les pleins pouvoirs pour signer des accords avec le FMI alors même qu'ils comportent des dispositions politiquement essentielles (privatisations, réformes sociales, mesures fiscales...). Dernièrement, le premier ministre portugais Socrates vient aussi d'attenter gravement à la démocratie dans son pays. Alors qu'il a démissionné après que son plan d'austérité a été rejeté par le Parlement et qu'il est chargé uniquement « d'expédier les affaires courantes », Socrates vient de demander à ce que son pays soit placé sous la coupe du régime d'exception commun de la Commission européenne, de la BCE et du FMI. A la demande d'un premier ministre déchu, des instances internationales non élues s'apprêtent donc à gouverner contre un peuple et contre une décision de son Parlement.

En réaction à ces offensives, on assiste à une amplification des luttes sociales et politiques. Des mouvements sociaux d'ampleur historique se multiplient. Londres a connu sa plus grande manifestation sociale depuis 20 ans. Les banques britanniques et les groupes accusés d'évasion fiscale sont massivement pris pour cible. Au Portugal, un appel lancé par quatre jeunes précaires sur Facebook a conduit en un mois à la plus grande manifestation qu'ait connue le pays depuis la révolution des œillets de 1974. En Islande et en Irlande, les partis en place ont été éjectés du pouvoir. L'Europe semble mure à son tour pour les révolutions citoyennes qui ont déferlé dans l'Amérique Latine saignée par le FMI et a même des échos en ce moment aux Etats-Unis avec le mouvement du Wisconsin, passé de la contestation d'un plan de rigueur à un processus de révocation des sénateurs de l'Etat.

Il faut faire campagne en France et dans toute l'Europe contre le pacte euro-plus et les politiques d'austérité. Le Parti de Gauche donc du 1er mai un des moments d'expression de la colère sociale telle qu'elle s'exprime aujourd'hui contre la hausse insupportable des prix des denrées alimentaires de base, des prix de l'énergie ainsi que l'explosion des loyers dans les grandes agglomérations. Le Parti de Gauche s'investira massivement dans la préparation de la grande initiative décidée par le Front de Gauche le 3 mai prochain à Paris qui couronnera une campagne nationale d'information et de mobilisation contre les dispositifs européens que les oligarques espèrent cacher aux yeux de nos concitoyens.

L'humanité frappée à Fukushima

La catastrophe de Fukushima est un tournant dans l'histoire de l'humanité. Au vingt-et-unième siècle, les êtres humains sont désormais confrontés aux limites de leur écosystème menacé d'être détruit par leurs activités.

Le tremblement de terre et le raz de marée au Japon ont ainsi rappelé, face à l'égoïsme aveugle des intérêts particuliers, l'unité de la communauté humaine et son intérêt général. L'activité économique ne peut plus être pensée sans partir de son impact à long terme sur l'écosystème qui rend possible la vie humaine. Or si le capitalisme n'est pour rien dans les terribles soubresauts sismiques de notre planète, il en est tout autrement de la catastrophe nucléaire de Fukushima. Elle ne révèle pas seulement l'évidente nécessité d'une sortie programmée du nucléaire mais plus globalement l'impasse du productivisme et de la loi du tout marché qui a confié à des sociétés privées le soin de gérer une énergie aussi dangereuse que le nucléaire. A Fukushima, le paradigme du libéralisme, qui laissait entendre que l'intérêt général peut résulter de la somme d'intérêts particuliers et donc de la recherche maladroite du profit, s'est mué en cauchemar. Vingt cinq ans après l'histoire semble ainsi bégayer : Tchernobyl était la démonstration de l'échec d'un système bureaucraté reproduisant le modèle productiviste, Fukushima restera comme l'échec du système capitaliste et de son productivisme.

intrinsèque. Cet événement confirme donc pour notre Parti son engagement pour la sortie raisonnée du nucléaire, qui est l'un des chantiers prioritaires de la planification écologique que nous appelons de nos vœux.

La discussion doit avoir lieu à gauche sur cette question de la transition énergétique. La position du parti écologiste que nous sommes repose sur deux convictions. La première est qu'il faut sortir des énergies fossiles qui provoquent l'effet de serre qui est le danger global majeur. Cela inclut les huiles et gaz de schiste. La seconde est qu'il faut sortir du nucléaire. Car le danger existe dès la première centrale. C'est un processus progressif, par nécessité. Il implique de pouvoir débattre librement, avec toutes les informations en main, des modalités de la transition énergétique comme celles que propose le scénario NegaWatt. Cette décision qui engagera le pays pour de longues années doit être prise par referendum. Il exige la constitution d'un service public de l'énergie sans aucun de ces capitaux privés qui font passer les profits immédiats avant la sécurité et le droit d'accès à l'énergie. Il commande aussi d'approfondir et d'accélérer les efforts pour tout ce qui concerne l'efficacité, le démantèlement des centrales, le traitement des déchets et la réhabilitation des zones sinistrées. Le Parti de Gauche a déjà tenu un forum sur la question de la transition énergétique et formulé de nombreuses propositions depuis deux ans. Nous décidons de les compléter en travaillant maintenant sur la question de la reconversion de l'industrie nucléaire.

Le choc des cantonales

Le choc des élections cantonales aura effondré un nouveau bout du décor branlant de la Cinquième République. Cette fois c'est son aile droite qui s'est décrochée. L'UMP subit l'une des plus cuisantes sanctions qu'ait connues un pouvoir en place depuis cinquante ans. L'abstention la décime, comme le montre sa poussée dans les bureaux bourgeois. Coiffée d'un parti unique au sommet, elle éclate électoralement à la base. Elle a perdu son leadership. Le refus des sortants d'utiliser l'étiquette UMP, trop associée à un président de la République largement rejeté, était déjà un signal de fin de partie. En confirmant le fait que Sarkozy n'est plus la solution mais le problème pour la droite, ces élections précipitent sa crise. Car la droite politique repose sur l'autorité d'un homme. C'est un effet de culture politique comme des institutions qu'elle a voulues. C'est aussi que le leadership d'un seul est l'antidote à l'éclatement auquel la promet l'ampleur des contradictions politiques qui la traversent. Et notamment de sa contradiction fondamentale : la droite française ne peut pas mener la mue néo-libérale à laquelle l'enjoint le capital financier transnational tout en gardant une majorité durable dans le pays.

Voilà ce à quoi l'extrême-droite prétend répondre. Avec le succès du FN dans les urnes, une alternative de direction à Sarkozy émerge au sein de la droite. Certes le personnel politique du Front national n'est pas encore au niveau de cette ambition. Mais ils ont marqué des points dans la bataille des idées. En faisant de Marine Le Pen une « populiste anti-système » alors qu'elle est pour lui au contraire l'assurance de se perpétuer, les forces dominantes ont soufflé dans ses voiles. En plaçant le débat politique sur le terrain des 3 « i », identité, insécurité, immigration, Sarkozy n'a pas seulement mis en pratique les thèses des principaux inspirateurs du FN regroupés dans le club de l'Horloge à la fin des années 70. Il a conforté le parti des Le Pen. Il continue de le faire avec son instrumentalisation contrefaite de la laïcité, détournée en moyen de stigmatiser les pratiquants d'une religion et d'une seule. Le rejet par la droite de la proposition de loi que nous venons de déposer pour le respect de la laïcité montre bien cette hypocrisie et nous invite à accentuer notre combat pour l'application de la laïcité et donc la fin des cadeaux fiscaux et financements publics versés aux écoles et associations confessionnelles.

La gauche sort gagnante du scrutin. Mais c'est pour l'essentiel la conséquence du recul de la droite. Le mécontentement des classes populaires s'exprime d'abord par l'abstention. Celle-ci est aussi la conséquence des déceptions accumulées par rapport à la gauche. Il existe donc des énergies immenses que le Front de Gauche doit mobiliser politiquement. Qu'ont dit ceux qui ont voté ? Les Verts et le PS perdent des centaines de milliers de suffrages par rapport aux élections de l'an dernier. Seul le Front de Gauche progresse. Au premier

tour, il obtient 10,5 % des voix sur les 1600 cantons de la France métropolitaine où il se présentait. Par rapport aux régionales, le Front de Gauche gagne 250 000 électeurs. Au second tour, il totalise 118 conseillers généraux élus. 31 l'ont été dès le premier tour, 87 au 2^{ème} tour sur 131 candidats encore en lice. Cet excellent prorata élus/candidats se double d'un autre résultat intéressant : ramené à ces 131 cantons, le FDG dépasse en effet les 60 % de suffrages exprimés contre 56,75 % pour le PS et 46,57 % pour Europe Ecologie – les Verts. Ces résultats démontrent non seulement la forte progression du Front de Gauche mais également sa capacité à rassembler une majorité d'électeurs sur ses candidats au deuxième tour. Le Front de Gauche commence à apparaître comme un outil sur lequel le peuple peut compter à la fois pour battre la droite et l'extrême droite et pour reprendre le pouvoir confisqué par l'oligarchie.

Comment à la fois débarrasser le pays d'un Président de la République qui s'accroche au pouvoir contre l'avis du peuple et le libérer de la tutelle de l'oligarchie qui n'a cessé de s'aggraver ? Il faut une Assemblée Constituante débouchant sur une Sixième République. C'est dans cette perspective que nous envisageons l'élection présidentielle. Nous ne voulons pas faire élire un président qui concentre tout le pouvoir, mais qui dès son élection le restitue au contraire au peuple souverain.

Vers 2012

Les élections cantonales ont fait du Front de Gauche la deuxième force politique de gauche. Nous avons arraché nos élus seuls, contre des concurrents à gauche souvent coalisés. Notre choix de l'autonomie est conforté par des électeurs de plus en plus nombreux à exprimer la volonté d'une alternative à gauche comme pour le pays.

Notre programme partagé est en cours d'élaboration. C'est le plus important à nos yeux car c'est lui qui permettra au Front de Gauche de montrer que le changement est possible, que la souveraineté du peuple peut être rétablie, et que la France sera plus forte quand elle aura sorti les oligarques de toutes les positions de pouvoir qu'ils occupent illégitimement. Le Parti de Gauche souhaite que ce travail soit finalisé au plus vite afin de pouvoir porter tous ensemble et sans attendre nos propositions dans le débat public. Il est temps que le débat programmatique ait lieu à gauche. Les propositions présentées récemment par le PS montrent en effet l'ampleur des désaccords. Leur programme n'est ni socialiste, ni réaliste. Il n'envisage aucune des ruptures qu'appelle la crise sur le plan social, économique, écologique, démocratique et européen. Il ne présente aucune stratégie concrète face aux banques et aux traités européens. Ce programme compte sur la mobilisation automatique face à un Sarkozy largement rejeté. Mais il risque de désorienter et démobiliser ceux qui attendent de la gauche un vrai changement. Le Front de Gauche pense à l'inverse qu'il faut renforcer et élargir les luttes sociales, écologiques et politiques de notre peuple. La souffrance sociale monte dans le pays. La hausse du coût de la vie frappe de nombreux ménages. Les services publics luttent pour leur survie. Face à cela, les luttes collectives qui se développent ont un rôle essentiel. Notre parti y participe avec force. Notre mission singulière est de traduire dans le langage universel de l'intérêt général jusqu'aux luttes de citoyens réunis autour de questions en apparence locales comme la réhabilitation de leur logement ou le remplacement d'enseignants absents. Notre vocation de parti d'éducation populaire est fondée sur le pari de l'intelligence collective. Nous refusons de laisser un nombre croissant de nos concitoyens être condamnés à la survie, submergés et abattus par les difficultés, privés de tout espoir de changement, parce qu'ils sont empêchés de percevoir que leurs malheurs trouvent leur origine dans un système économique qui peut être dépassé. Notre programme aura donc pour première finalité d'encourager la mise en mouvement de la société en démontrant qu'il existe des alternatives aux maux qui la frappent, comme le fléau aux mille visages de la précarité. Afin que la forme corresponde au fond, l'implication populaire que nous visons dans la société sera mise en pratique dans l'élaboration du programme lui-même à travers la tenue d'ateliers législatifs qui pourront être menés par les candidats aux législatives pour préparer nos futures propositions de loi.

Le Front de Gauche vient d'adopter un texte stratégique. Il réaffirme son ambition de construire une nouvelle majorité populaire face à la droite et à l'extrême-droite, sa volonté de gouverner le pays sur la ligne politique de rupture que nous demandons au peuple de mettre en tête de la gauche au premier tour. Il permet l'élargissement du Front de Gauche, à la base, par le biais d'Assemblées citoyennes, dans les secteurs, par des Fronts de gauche thématiques, au sommet par l'intégration de nouvelles formations comme la FASE. Cet élargissement doit être concrétisé sans tarder. Le succès des expériences de Front de gauche élargi comme celle de Limousin Terre de Gauche, encore conforté lors des cantonales, indique la voie à suivre. Le Parti de Gauche appelle notamment le NPA à participer partout à un rassemblement unitaire. Dans toute la France, comme dans le Limousin, sa place est dans le rassemblement de l'autre gauche.

Les discussions avancent enfin sur les candidatures du Front de Gauche pour le paquet de la présidentielle et des législatives de 2012. Notre Conseil national de janvier avait décidé, à la demande de la direction du PCF qui souhaitait pouvoir débattre de cette proposition dans le cadre de ses procédures internes, de présenter la candidature de Jean-Luc Mélenchon. A cette heure, le CN de la Gauche Unitaire a décidé à l'unanimité de soutenir cette candidature. Pierre Laurent a exprimé la même préférence au nom de la direction du PCF en ouverture de son CN. La question qui avait fait éclater le rassemblement de la gauche anti-libérale en 2007 est donc en voie d'être résolue. Pour chacune des formations du Front de Gauche, c'est un choix historique. Pour le Front de Gauche dans son ensemble, cela permet d'affirmer sa diversité qui fait sa force et son attractivité. En ce qui concerne les législatives, les premières rencontres qui ont eu lieu entre nos partis ne constituent qu'un début de discussion. Le PCF et GU y ont indiqué leurs bases de négociation. Le Parti de Gauche met de son côté sur la table plusieurs propositions politiques afin de mener la meilleure campagne possible :

- 1 Un label politique et une charte graphique communs aux deux élections.
- 2 L'élargissement du Front de Gauche. Soit :
 - Son ouverture immédiate à tous ceux, partis et courants compris, qui se reconnaissent dans son texte stratégique et son programme partagé.
 - La répartition des porte-paroles de campagne entre tous les partis du Front de Gauche ainsi qu'à des personnalités qui nous rejoindront.
 - La mise en place d'un conseil politique au plan national qui regroupera des représentants des partis du Front de Gauche, de comités du Front de Gauche dans les circonscriptions, des Fronts de Gauche thématiques.

La campagne devra s'inspirer du succès des expériences « Terre de Gauche » qui constituent autant de démonstrations réussies de l'unité possible de toute l'autre gauche y compris en intégrant les représentants de ces nouveaux regroupements politiques au conseil politique de campagne.

- 3 L'ouverture de discussions avec le NPA afin de leur renouveler clairement une proposition d'alliance pour ces élections. Tout doit être tenté pour rassembler l'autre gauche jusqu'au parti d'Olivier Besancenot.

Nous ne doutons pas maintenant de déboucher sur un accord favorable qui donne aux militants de nos partis et aux dizaines de milliers de nos concitoyennes et concitoyens qui souhaitent s'engager dans le Front de Gauche l'envie de s'investir pleinement dans la campagne des présidentielles et des législatives. Le Front de Gauche est une démarche qui dépasse l'intérêt légitime des partis qui le composent. Elle est le seul espoir pour la gauche et donc pour notre peuple. Le Parti de Gauche est né à son service. Pour nous, les rencontres avec le suffrage universel en 2012 n'ont pas d'autre horizon que de la porter aussi loin et aussi haut que possible.